



Bilan de la législature 2006-2011

Introduction

Lors de la campagne électorale pour la Législature 2006-2011, le Parti socialiste veveysan avait mis clairement sur le papier ses intentions en publiant, en automne 2005, son programme électoral. A l'heure du bilan, ses mandataires ont la satisfaction d'avoir réalisé ou mis en route la quasi-totalité des projets annoncés alors dans ce document.

Eric Gavin – Président du PS Vevey

Il n'est jamais facile de sortir vainqueur majoritaire d'une élection après des années de lutte dans l'opposition. Pourtant, le parti socialiste veveysan a relevé le défi et de quelle manière !

Cela est dû à deux facteurs:

- à chaque législature, l'élaboration d'un programme pour la ville en adéquation avec nos convictions socialistes;
- des candidats capables de mettre en œuvre ce programme au sein de l'exécutif, appuyés par un groupe au Conseil communal cohérent dans son action

Le parti socialiste veveysan travaille avec soin, tous les cinq ans, à construire un programme qui cherche à améliorer la qualité de vie de chaque habitant et à rendre notre ville plus agréable, plus conviviale et plus attractive. Sur cette base, et sans aucune vaine promesse, aucune magouille ni abus d'autorité, nos élus se sont engagés de toutes leurs forces et avec toute leur conviction dans ce travail si particulier et souvent ingrat en faveur de leur ville et de ses habitants.

Notre programme 2006-2011 est ainsi réalisé presque in extenso !

Et ce n'est pas la majorité acquise à l'exécutif qui a permis le passage en force des principaux dossiers. Le parti socialiste veveysan compte trente sièges sur cent au Conseil communal. Il a donc fallu trouver des majorités pour que tant de projets aboutissent, voire même le verdict d'un vote populaire. Un souci de transparence a prévalu dans la présentation des préavis, et la cohérence de la démarche politique a convaincu les votants jusqu'à leur faire refuser une hypothétique et démagogique baisse d'impôts.

De plus, loin de la caricature du petit potentat local que nous avaient imposée radicaux et libéraux en 2002, notre syndic-député Laurent Ballif ouvre à «sa» ville des horizons insoupçonnés parce qu'une communauté a besoin d'un leader qui, à la fois, rassure sur le moment présent et, en même temps, offre une vision d'avenir commune à une grande majorité des Veveysannes et Veveysans.

Voilà pour les généralités. Le détail des actions abouties ou en cours dans les dicastères de nos représentants à la municipalité est évoqué dans les bilans suivants. Il est un domaine qui, par sa transversalité, échappe à chacun de ces bilans, y est présent mais sans être formellement nommé: le développement durable. Les socialistes veveysans se sont beaucoup engagés pour renforcer l'Agenda 21 local (poste du délégué à 100%) et son rôle au sein de l'administration ainsi que son impact auprès de la population. Lié au travail du délégué à l'énergie, cette implication constante de l'AL21 fait que le développement durable, dans des domaines aussi variés que la mobilité, la vie de quartier, la consommation ou l'énergie, est partie intégrante des projets de la ville. Cette intégration devenue naturelle des contraintes du développement durable dans les démarches de la ville est la preuve d'une gouvernance réussie que les socialistes veveysans revendiquent et dont ils sont fiers.



Laurent Ballif - Syndic

Avec trois membres sur cinq ainsi que la syndicature, le Parti socialiste a assumé son rôle de leader dans la gestion municipale. A ce titre, le PSVe est fondé à revendiquer le bilan global de la Municipalité.

Premières opérations menées pour régler une bonne fois des dossiers brûlants:

- vote populaire gagné pour l'avenir du Château de l'Aile et de la zone du Rivage;
- refus définitif du Conseil d'un parking souterrain à la Place du Marché.

Ces opérations compliquées, et d'autres, ont été menées en pleine transparence et avec la participation active de la population et des groupes d'intérêt: référendum spontané sur le Château de l'Aile, sondage sur l'avenir de la Place du Marché, enquête sur la santé du commerce veveysan, négociations pour l'animation de Noël, concertation sur les ouvertures des magasins, consultation des groupes sur le Règlement général de police, etc.

Finances

Alors que l'endettement était encore, au bouclage de 2005, de plus de 134 millions, il est descendu aujourd'hui à environ 120 millions, tout en maintenant durant toute la législature le taux d'imposition au même niveau. Cette amélioration a pu être atteinte sans diminuer les investissements, qui atteignent 37 millions pour les années 2006 à 2009, dont 20 pour la seule année 2009 et au moins autant en 2010.

Et pourtant, les coups durs n'ont pas manqué, avec l'accroissement de la facture sociale de près d'un million par année ainsi que l'erreur du canton concernant les impôts des entreprises qui nous a fait perdre une dizaine de millions en trois ans. Cela a été compensé par une négociation rude mais aboutie pour la vente des actions de la SEVM, qui nous a permis de constituer un fonds de réserve pour les transports publics de 9 millions.

Enfin, les socialistes ont emmené une coalition victorieuse dans la campagne de référendum qui voulait diminuer les recettes fiscales de 2 points. Même si la victoire fut courte, elle illustre cependant la confiance mise par la population dans le programme financier de la Municipalité à majorité socialiste.

Administration générale

La réorganisation des services entreprise dès 2006 s'est révélée très positive. Certaines restructurations sont intervenues récemment, et d'autres sont attendues dès 2012 sur la base d'un audit général de l'administration communale. Le transfert de collaborateurs (notamment Police) vers des organismes intercommunaux a été compensé par l'engagement de personnel nécessaire aux garderies et aux services sociaux.

L'indexation des salaires a été intégrée dans chaque budget, la faible inflation des dernières années étant un facteur de stabilité pour le ménage communal. La création d'une assurance perte de gain et d'autres prestations sociales ont accru la qualité de la relation entre employeur et employés communaux. Le Parti socialiste attache une grande importance au caractère exemplaire des conditions de travail du personnel, la commune devant jouer le rôle de modèle pour les entreprises privées.

Urbanisme - Construction

Le principal défi de cette législature était la reconversion des Ateliers mécaniques, dans laquelle la Municipalité s'est impliquée et a obtenu les infrastructures dont la ville a besoin: logements subventionnés, appartements protégés, garderie, salles de classe. L'intégration du quartier au tissu urbain se révèle parfaitement adéquat et devrait revivifier tout Plan-Dessus.

Le projet des Tours de Gilamont était en souffrance depuis de longues années, il a été empoigné et donne lieu à une réalisation superbe. L'ajout des fresques contribue à faire de ce quartier une porte d'entrée valorisante pour la ville.

Les grands projets ne manquent pas à Vevey, et le service Urbanisme/Architecture et Infrastructure a parfois de la peine à suivre. Certaines opérations sont à bout touchant, comme le Plan de quartier Rivage, l'aménagement de la Place du Marché, la salle del Castillo. Les travaux démarrent au Musée Jenisch, et ce sera le cas début 2011 pour le Théâtre de l'Oriental et l'ex-EPA. Ces deux dernières rénovations permettront de redonner encore plus de vie à l'est de la ville, qui verra revenir un centre commercial, des bureaux, des clients, des spectateurs et des habitants. La vente de la parcelle du port ainsi que les projets de construction dans cette zone, après les rénovations de la rue d'Italie, garantiront l'animation dans les rues et l'attractivité des commerces.



Commerce – Economie

Contrairement aux craintes largement répandues, la crise n'a guère affecté Vevey ces dernières années. L'accroissement régulier de la population et l'arrivée de nouveaux commerces et de nouvelles entreprises ont assuré une progression des recettes fiscales en parallèle avec les charges inhérentes à ce développement.

Vevey a retrouvé aujourd'hui son niveau d'emploi de 1989, avec plus de 12'000 places de travail, pour beaucoup très qualifiées, sur son territoire. La collaboration avec Promove permet d'établir un lien avec les entreprises présentes ou désireuses de s'installer à Vevey et dans la région. Une collaboration franche avec la SIC et de nombreux contacts avec les commerçants de toute taille de la ville ont permis de bien définir les problèmes à résoudre. Si les avis divergent quant à la circulation, les municipaux socialistes se sont montrés ouverts à toute concertation avec les milieux économiques. Les réalisations en matière de communication et d'information (site internet, bornes, écrans géants) sont allées de pair avec les études destinées à mieux connaître le tissu économique local.

La Municipalité a également entretenu de bonnes relations, voire établi des partenariats performants avec le monde économique, en particulier avec les entreprises Nestlé, Serono, Andritz, pour n'en citer que quelques-unes.

Culture – Sport

La vision du Parti socialiste s'est exprimée de manière très nette dans la politique d'ouverture menée auprès des acteurs de la Culture et du Sport. En matière de Culture, la création de nouveaux événements populaires (Fête de la Musique, Pictobello, Concerts sur la Place du Marché) s'est ajoutée à un soutien déterminé à la fois à la scène alternative et aux milieux classiques ou traditionnels. La même attitude a été adoptée face au Sport, où le soutien aux grandes manifestations (Tournoi de beach-volley, étapes cyclistes) n'a pas empêché un engagement actif en faveur des clubs locaux et de leurs manifestations. Ils ont en outre bénéficié de réalisations d'importance, avec notamment des terrains de football ou la rénovation des Galeries du Rivage.

Régionalisation

Les Municipaux socialistes ont contribué à la mise en place de nouvelles structures intercommunales. Ils ont affirmé leur volonté de répartir les avantages et les charges équitablement dans tout le district, que ce soit en matière de sécurité, de transports, d'aide sociale ou d'accueil de la petite enfance.

Sous cette impulsion, Vevey a joué un rôle de leader dans le projet d'agglomération, où la coordination s'est avérée parfois difficile avec le canton, ainsi que pour des projets annexes tels que l'Hôpital de Rennaz ou la coordination avec l'agglomération d'Aigle-Monthey.

Les socialistes de la Municipalité ont également clairement poussé à la réalisation d'une étude de faisabilité dans l'optique d'une fusion à dix communes, seule solution à même de répondre aux défis administratifs, politiques et démocratiques actuels du district.

Marcel Martin - Municipal

A l'heure du bilan, je suis bien placé pour le confirmer: ces années vécues au rythme de la gestion des affaires communales, intercommunales et régionales ont finalement passé très vite.

Au-delà de ce constat, l'immersion dans ce métier surprend par les découvertes qu'on y fait et par une réalité parfois distante de celle qu'on imaginait avant d'entrer en fonction.

VEVEY

La direction d'un dicastère comme celui des Espaces Publics m'a apporté beaucoup de satisfaction, en me donnant mille occasions de rencontrer des gens, d'être à l'écoute et d'apporter dans la mesure du possible des solutions pragmatiques et durables aux besoins identifiés.

Avec ses nombreux collaborateurs et les prestations très diverses qu'il offre, ce dicastère est très présent dans la ville. Je me suis engagé pour que ses différentes activités, très appréciées, soient plus clairement reconnues. Dans quel état de propreté serait la ville sans la Voirie, que deviendraient nos parterres fleuris sans Parcs et Jardins, qui fournissent aussi de multiples prestations aux organisateurs d'événements et de manifestations ?

A cela s'ajoute la gestion des dossiers concernant les prestations et infrastructures publiques. Voici quelques exemples qui me paraissent parmi les plus importants et qui répondent à l'intérêt général.



- *Création d'un poste de conseiller en gestion des déchets urbains.* Il offre des prestations dont les particuliers, les propriétaires et les entreprises peuvent bénéficier, contribuant ainsi au maintien de la propreté de notre espace public. Le bilan positif de cette opération se vérifie chaque jour.
- *Création d'un poste de coordinateur et d'appui technique pour les manifestations.* Au vu de tout ce qui s'organise par chez nous tout au long de l'année, ce poste s'est vite révélé indispensable.
- *Adaptation de la logistique de collecte des déchets urbains à l'évolution démographique des prochaines années.* L'organisation de la collecte se fait en fonction des attentes des différentes filières de valorisation énergétique reconnues.
- *Projet «CANDELA» pour le renouvellement des installations d'éclairage public.* L'objectif est une réduction de consommation énergétique d'environ 25% au terme des 5 ans du projet.
- *Projet «LUDO» pour la mise à niveau les places de jeux et leurs équipements techniques.* Des sites réaménagés, en quelques années, de manière plus naturelle pourront accueillir et réunir les enfants, les parents et le 3^{ème} âge.
- *Réaménagement paysager de la sympathique et accueillante promenade du port Eiffel.* Cela illustre notre volonté de mettre en valeur tous les espaces verts. Sa petite plage attire de plus en plus de monde.
- *Décoration florale de la ville, proposée en thèmes annuels.* Intégrant des variétés de fleurs et de légumes oubliées, elle vise aussi une présence renforcée dans les quartiers périphériques.
- *Assainissement de l'outil de production horticole de l'avenue du Major Davel.* Ce projet répond à la volonté municipale d'assurer une production locale.
- *Regroupement des activités d'entretien des espaces publics à la rue des Entrepôts.* Ce projet plein de promesses veut maximiser l'occupation des locaux, rationaliser et exploiter les synergies entre les secteurs Voirie et Parcs&Jardins.

RÉGION

Au cours de cette première législature en tant que Municipal, j'ai partagé mes responsabilités entre la commune et plusieurs représentations intercommunales voire régionales. Cela m'a valu d'être en première ligne dans la gestion du fameux dossier SA Compost; j'ai été un des initiateurs du projet de rachat des installations par la SATOM. Cette reprise a permis d'une part d'éviter une perte financière importante pour les communes et d'autre part de maintenir en mains publiques les activités de compostage et de méthanisation.

Comme membre du Conseil d'administration de la SATOM, j'ai pris l'engagement de soutenir chaque proposition allant dans le sens d'une valorisation énergétique maximale des déchets, les incinérables en particulier. J'ai aussi défendu l'idée que cette société, propriété de ses 95 communes actionnaires, devienne le principal acteur de la gestion des déchets dans une région allant d'Orsières à Peney-le-Jorat en passant par Rougemont.

DISTRICT

Du côté du SIGE, le Service intercommunal de gestion dont j'assume la présidence depuis 2006, un mot résonne à mes oreilles, «Abattoirs», une douloureuse embrouille de temps révolus. Aujourd'hui, face à la pernicieuse mondialisation qui fait le jeu des grands épiciers de ce pays, je défends l'idée qu'un abattoir public a sa place dans notre région. Ne serait-ce que pour répondre à la demande des consommateurs, qui prennent de plus en plus conscience de la qualité et de la valeur des produits régionaux, comme ceux regroupés sous le label Viande de nos Monts.

Un autre dossier qui n'a pas été des moindres, occasionnant une perte financière importante pour le SIGE, a été les relations mal conventionnées avec certaines communes hors-district dont nous épurons les eaux. Après de multiples et âpres négociations, les communes concernées ont admis nos arguments et ce dossier a finalement pu évoluer dans la bonne direction.

Au SIGE, plusieurs grands projets sont en cours:

- Valorisation énergétique par turbinage du réseau d'eau de distribution.
- Valorisation énergétique par pompes à chaleur de la température des rejets d'eau des stations d'épuration.
- Réflexion sur l'avenir de nos stations d'épuration, liée à la future obligation légale d'éliminer les micro-polluants contenus dans les eaux rejetées.



- Transformation du bâtiment de l'Aviron, au quai Maria-Belgia, pour répondre à une demande de l'Etat de Vaud qui, avec la nouvelle organisation judiciaire, devra disposer de plus de surface.

C'est pour moi une grande satisfaction de présider un service industriel intercommunal performant, attentif à l'entretien de ses installations et de ses différents réseaux. Il est actif même à l'étranger, au Bénin, dans le secteur de la gestion et de l'hygiène de l'eau. C'est un beau projet conduit par Helvetas Bénin.

Ayant ainsi évoqué ces dernières années au sein de différents exécutifs, j'adresse un immense merci à toutes les personnes qui, avec compétence et disponibilité, m'ont accompagné durant l'exercice de cette législature.

Lionel Girardin - Municipal

A la tête de deux directions imposantes tant en termes de personnel que de poids au budget ou d'impact auprès de la population, j'ai toujours mis la collectivité, le citoyen, au cœur de mes préoccupations. Ceci me permet de bien définir les prestations à créer ou à améliorer afin de répondre aux besoins de la population. Cette manière de procéder impose de faire des choix, de savoir dire «oui» mais également d'oser dire «non» lorsque c'est nécessaire.

Les deux directions dont j'ai la charge ayant en commun la notion de sécurité, l'une de la population et l'autre sociale, les défis n'ont pas manqué durant cette législature. Aujourd'hui, la sécurité en ville, la circulation routière, les enjeux liés au logement, les structures d'accueil des enfants sont des éléments cruciaux pour la qualité de vie. Et j'ai eu comme objectif, tout au long de mon mandat, de faire de Vevey une locomotive régionale dans ces domaines, face à nos partenaires que sont les communes du district, le canton et la Confédération.

- La **Direction de la Sécurité** regroupe Sécurité Riviera, le corps des pompiers de Vevey-La Tour et l'organisation de protection civile régionale. C'est un budget annuel de près de 5 millions de francs avec plus de 300 collaborateurs, fixes et engagés volontaires.
- La **Direction des Affaires sociales et familiales** regroupe les six garderies communales et leur direction, l'Office du logement, la politique de l'intégration, les actions en faveur des aînés, la politique sanitaire et le Centre social. Le budget annuel est de près de 45 millions avec plus de 200 collaborateurs fixes.

DIRECTION DE LA SÉCURITÉ

Cette direction a beaucoup changé au cours de cette législature, avec la création de Sécurité Riviera et le transfert de l'ensemble du personnel policier et ambulancier au sein de cette nouvelle entité régionale. Outre les problèmes de gestion interne que cela a suscités, il a fallu établir clairement la répartition des compétences entre l'association et les communes. En matière de sécurité, il n'est pas simple de maintenir l'autonomie communale tout en créant un service régional compétent et véritablement efficace. Le dernier acte de ce travail vient d'être accompli avec l'adoption du règlement général de police intercommunal. Afin de défendre au mieux les intérêts de Vevey, j'ai consulté les partis et les associations sur les points principaux de ce projet, ce qui n'a été fait nulle part ailleurs.

En raison du comportement irrespectueux de certains citoyens, jeunes et moins jeunes, j'ai mis sur pied un groupe de travail «Incivilités». Réunissant des représentants de plusieurs services de la ville, sa mission est de proposer des solutions coordonnées afin de lutter efficacement contre ces problèmes mineurs mais qui nuisent grandement à la qualité de vie.

J'ai par ailleurs piloté et coordonné le groupe de réflexion sur les animations de Noël à Vevey, ce qui a débouché sur le concept «En décembre, Vevey s'anime» ainsi que sur l'idée de considérer la vieille ville comme un centre commercial à ciel ouvert. Ces actions ont été mises en place grâce à la coordination et à l'engagement de tous les acteurs concernés, commerçants, services de la commune, sponsors, etc. La recherche de solutions avec les différents acteurs du commerce veveysan fait d'ailleurs partie des tâches de la Direction de la sécurité. De nombreuses séances ont eu lieu notamment en vue de l'établissement d'une convention collective de travail pour le commerce de détail. Je suis aussi intervenu, après l'adoption de la loi anti-fumée, pour autoriser l'extension des terrasses dès l'hiver 2009-2010.



La Direction de la sécurité est directement impliquée dans la politique de circulation et de stationnement. Le concept de base est que plus on s'approche du centre ville, plus la circulation devient réglementée et plus le parcage devient onéreux. Le but est de valoriser les parkings entourant le centre ville qui sont encore trop peu utilisés comme le Panorama ou, le week-end, les parkings Nestlé d'Entre-deux-Ville et de Bergère. Un effort d'information a déjà été fait et devra être intensifié afin de mettre en valeur les modes de mobilité douce ainsi que les emplacements des parkings de dégagement en périphérie et autour du centre ville.

Pour leur part, les entreprises sont incitées par la commune à mettre en place un plan mobilité pour leur personnel. Une journée d'information sur ce sujet a réuni plus de 150 participants.

DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES ET FAMILIALES (DASF)

Les attentes de la population face aux services de la commune ont évolué, ce qui imposait également un changement de nom. C'est ainsi que les Services sociaux sont devenus la Direction des Affaires sociales et familiales depuis fin 2007, appellation qui rend mieux justice aux missions de ce service.

Le principal chantier de la DASF, pour lequel j'ai œuvré au niveau tant veveysan que régional et cantonal, est la mise en œuvre de la loi sur l'accueil de jour des enfants et surtout la création de nouvelles structures d'accueil. Ainsi, Vevey s'est doté du plan de développement le plus ambitieux du canton et nous avons déjà ouvert plus de 250 places supplémentaires depuis 2007. La collaboration au sein du réseau REVE (Réseau Enfance Vevey et Environs) permettra d'ici à fin 2011 d'offrir plus de 1'000 places en structures d'accueil grâce aux efforts de Vevey et de La Tour-de-Peilz. Une seule ombre au tableau: le refus des propriétaires des appartements de la PPE Perles d'Azur de voir une garderie s'implanter au rez de leur immeuble. Nous entendons pourtant ouvrir rapidement une garderie à cet endroit. L'individualisme ne doit pas l'emporter sur le besoin avéré de la collectivité.

Tout au long de mon mandat, je me suis appliqué à améliorer la qualité de vie de la population veveysanne. Une grande attention a été portée à la préservation du parc immobilier de la ville, en limitant au maximum les effets de la spéculation immobilière et en luttant contre les reports abusifs de travaux d'entretien sur les loyers. C'est pourquoi, sur ma proposition, la Municipalité a fait recours contre des décisions cantonales permettant à terme des hausses de loyers importantes. Nous y avons gagné d'être reconnus par la jurisprudence comme un acteur ayant son mot à dire dans la politique du logement et dans la fixation des loyers. Nous mettons ainsi régulièrement la pression sur les propriétaires afin d'obtenir ce que nous désirons.

Dans notre politique du logement, nous encourageons les coopératives d'habitation à jouer un rôle-clé dans ce contexte. C'est ainsi que plusieurs projets de logements subventionnés ont pu voir le jour, et des discussions sont en cours avec des habitants désirant créer une coopérative de logement. Afin de soulager les familles, la ville de Vevey a été la première du canton à mettre sur pied l'aide individuelle au logement, offrant ainsi une baisse de loyer substantielle à ceux répondant aux critères d'octroi.

Toujours en matière de logement, nous avons mis en place deux structures pour répondre aux situations d'urgence: le centre d'accueil d'urgence de nuit «Le Hublot», en collaboration avec Caritas, et la fondation Apollo, dont l'objectif est de permettre la conservation du logement ou l'accès à un appartement de secours.

La qualité de vie des quartiers dépend également des bonnes relations entre leurs habitants. C'est dans cet esprit qu'une démarche participative a été lancée dans le quartier Général-Guisan, comme elle l'avait été en 2000 à Gilamont. Cela a débouché sur la création de l'association Vevey Ouest, sur la pose de bancs publics et sur l'ouverture prochaine d'une maison de quartier à la rue de l'Union. Je préside le comité de pilotage, qui soutient la DASF dans ce dernier projet, auquel la Confédération et le canton apportent un soutien financier important.

Au niveau sanitaire, j'ai participé aux négociations puis à la création de la nouvelle entité de soins à domicile de l'Est vaudois ASANTE SANA, qui regroupe 28 communes de la Riviera, du Pays d'En-Haut et du Chablais.



TRANSPORTS PUBLICS

J'ai représenté Vevey dans les négociations entre les communes de la région et la Romande Energie dans le dossier de la reprise des VMCV. Après des années de palabres, nous pouvons considérer que la conclusion, à hauteur de 40 millions pour le district, fut une bonne transaction. Aujourd'hui membre du conseil d'administration des VMCV, mes objectifs sont de faire que cette société propose des solutions innovantes et surtout une desserte de qualité. Pour ce faire, de nombreux changements sont nécessaires et certains sont en cours. Le premier d'entre eux fut de passer aux bus à gaz avec un partenariat avec la société du gaz à Vevey.

CONCLUSION

Tout ce que j'ai pu réaliser au cours de ce mandat a été possible grâce au soutien du parti socialiste mais aussi grâce à la collaboration des femmes et des hommes travaillant au sein des directions dont j'ai la charge. Il est important pour moi de les remercier d'avoir adhéré à ces projets et de les avoir portés avec professionnalisme. Ainsi, je remercie la Direction des Affaires sociales et familiales, le secrétariat des garderies, la direction du centre social, l'EM de Sécurité Riviera, la police du commerce, l'EM du CRDIS Riviera et l'EM de l'ORPCi.

Le travail d'un municipal, aussi passionnant qu'il soit, ne serait rien sans la population pour qui nous travaillons. Les rencontres, les débats avec les citoyens m'ont permis de construire, de mettre en place des actions cohérentes et répondant aux attentes du plus grand nombre.



Programme de législature 2011-2016

Urbanisme – Circulation – Transport

Vevey est en croissance continue depuis dix ans, rattrapant le retard pris avec la crise des années 90. Ce développement a un impact sur de nombreux domaines de notre cadre de vie. L'urbanisme veveysan est entre les mains de ses habitants, et les socialistes ont des idées précises à proposer en la matière.

Urbanisme

Les grands défis de ces prochaines années sont les anciennes zones industrielles. Les Bosquets verront leur liaison avec la ville améliorée grâce à la restructuration complète de la gare. La création d'une zone de dépôt au nord complètera le futur parking souterrain à créer sous la chaussée de la Guinguette. Il sera utilisable à la fois par les habitants, les utilisateurs du train et les pendulaires. Ce réaménagement doit permettre de libérer le devant de la gare des voitures, hormis les taxis. Cette interface de tous les transports en commun régionaux pourra devenir un grand espace de rencontre convivial, véritable porte d'entrée de la ville.

Le projet privé prévu sur l'ancienne gare de marchandises répond aux meilleurs critères environnementaux et doit être réalisé rapidement, en y intégrant les services publics nécessaires à la forte croissance de la population veveysanne.

Pour la parcelle des anciens Temps Modernes, des projets existent également, que les socialistes soutiendront s'ils permettent de maintenir à Plan-Dessus un tissu commercial diversifié et de qualité, à quoi s'ajoute l'implantation souhaitée d'un hôtel et de places de travail.

L'avenue de Gilamont va poursuivre sa mue, devenant progressivement une véritable rue urbaine, dotée de trottoirs corrects, de mobilier urbain, au trafic régulé par des giratoires et des passages piétons sécurisés.

Le cœur de Vevey n'a pas fini sa mutation. Si le sort du Château de l'Aile est connu, les socialistes s'engageront pour l'achèvement du programme prévu pour la zone Rivage: rénovation de la Salle del Castillo dans le plus grand respect de son aspect d'origine, démolition-reconstruction du restaurant avec locaux d'utilité publique, et réaménagement paysager du Jardin afin de l'adapter aux besoins de la population en matière de baignade et d'événements en plein air.

L'embellissement de Vevey nécessite également la réalisation d'un projet ambitieux à l'entrée ouest de la ville, à l'entrée de l'avenue Général-Guisan. Sur la parcelle que la ville possède au carrefour de Bergère, les socialistes veulent promouvoir un immeuble de prestige, offrant d'une part des prestations hôtelières et commerciales et d'autre part une garderie communale. Cette construction sera l'occasion de requalifier le domaine public alentours, afin d'y donner plus de place aux piétons et aux habitants du quartier.

Circulation et parcage

En matière de circulation, il est difficile de convaincre tout le monde. Le Parti socialiste a cependant une vue claire de ce qu'il entend proposer, compte tenu de l'exiguïté du territoire communal et du droit à chacun de se déplacer en ville selon ses besoins.

- Continuer à offrir un accès libre mais régulé au centre ville pour les visiteurs motorisés, en installant également des giratoires aux carrefours Beau-Séjour, Panorama et Musée Jenisch.
- Augmenter les espaces de parcage en sous-sol pour libérer l'espace en surface pour d'autres affectations.
- Ouvrir entièrement la ville au vélo.
- Promouvoir des zones mixtes, «espaces partagés» où la responsabilité de chacun permet une coexistence harmonieuses entre les différents modes de locomotion.

Les parkings souterrains actuels sont largement sous-utilisés, en particulier le soir et les jours fériés. Les socialistes entendent finaliser les contacts afin de rendre accessible le parking St-Antoine hors des



heures d'ouverture des magasins. Il faut également créer un système d'information global sur les places souterraines disponibles, afin d'orienter à tout moment le visiteur vers les parkings accessibles.

Outre le parking derrière la gare, qui est un objectif à moyen terme et doit répondre à de nombreuses exigences, les besoins immédiats de parcage doivent être couverts par une extension du parking du Panorama. Propriété de la ville et bien connu des usagers, il est plus aisé de l'agrandir d'un, voire deux étages que de lancer une construction nouvelle.

La création de parkings-silos à l'est de la ville est prioritaire, une démarche identique étant souhaitable à l'ouest (sous le parking de la Plage) et, à plus long terme, un parking d'échange à Hauteville lorsque le tram de Blonay permettra un accès aisé jusqu'au cœur de la ville. La tarification de tous les parkings sur le domaine public doit être rendue cohérente afin d'orienter chaque type d'utilisateur vers la bonne solution de parcage.

Il est nécessaire de restructurer la Place du Marché en supprimant la voie de transit et en diminuant progressivement le nombre de places de parc au fur et à mesure que les parkings souterrains entrent en service. Il sera possible ainsi d'en améliorer l'aménagement et l'utilisation (terrasses, marché, arbres), et d'affecter le bas de la place à des occupations temporaires utiles au plus grand nombre (patinoire, plage, etc).

Transports

Les communes du district sont maintenant propriétaires des bus VMCV et doivent prendre en main son fonctionnement. Les transports publics peuvent augmenter considérablement leur attractivité en devenant plus simple d'accès pour les usagers.

Il est nécessaire d'améliorer le tracé de certaines lignes, que ce soit en direction de Corsier-Corseaux ou vers le haut et les développements industriels prévus à Fenil et à St-Légier. Ce sont certes des dépenses, mais elles diminueront la présence de la voiture au centre ville. Le système de billetterie est également insatisfaisant et il faut installer plus de distributeurs fixes aux arrêts. Quant à l'introduction de Mobilis, les communes seront certes appelées à la financer, mais elle diminuera de manière importante le coût du trajet individuel pour l'usager. D'autres mesures de subventionnement devront également être étudiées, afin que le bus devienne une solution commode et accessible pour tous.

Les liaisons avec l'extérieur sont également importantes, car elles permettent de limiter l'usage de la voiture et donc l'engorgement à Vevey même. C'est le cas de la ligne de bus vers Châtel et, à plus long terme, vers Bulle, qui pourrait jouer un rôle important également sur le plan économique et social.

L'avenir ferroviaire de Vevey se dessine selon les projets des CFF, qui devraient desservir prochainement notre ville avec des trains à deux étages et un RER qui s'arrêtera à la porte du district. Les socialistes veulent construire sur cette base d'autres projets, comme la liaison vers le nord, avec le développement d'un RER vers Palézieux-Fribourg-Berne, en utilisant la voie Vevey-Chexbres. Associée à la réflexion sur ce nouvel axe, Vevey doit également œuvrer pour la liaison vers le futur hôpital de Rennaz, Aigle et Monthey, agglomération qu'il faut relier à la Riviera par une ligne performante.

Devenue un nœud ferroviaire important, la gare de Vevey devra également être restructurée pour mieux accueillir le train des hauts, l'ancien CEV. Les socialistes entendent pousser le projet d'agglomération qui ambitionne de le transformer en tram depuis Blonay, augmentant la cadence et le nombre d'arrêts pour desservir idéalement tout le bassin versant qui utilise aujourd'hui la voiture pour venir en ville.

Enfin, les déboires récents de la CGN ont montré que le transport de pendulaires est une des activités les plus rentables. Vu l'augmentation des frontaliers actifs sur la Riviera, la création d'une telle ligne depuis la Savoie jusqu'à Vevey serait certainement justifiée.

Logement – Qualité de vie

Ce qui détermine la qualité de la vie, c'est à la fois un environnement bâti et les services dont les habitants peuvent bénéficier, le tout inscrit dans le cadre défini par l'Agenda 21. En matière de construction, c'est naturellement la qualité du logement qui est déterminante, en particulier la manière dont il s'articule avec les autres éléments de la vie quotidienne que sont les transports, les loisirs, les achats et les services publics.



Logement

La pénurie persistante d'appartements, toutes catégories confondues, touche Vevey malgré la construction intense de nouveaux immeubles. L'essentiel, pour les socialistes, est que le marché local conserve sa diversité, avec des appartements adaptés à toutes les catégories de revenus. La facilité serait de laisser le «marché» s'orienter exclusivement vers des appartements en vente et à prix élevé, ce qui attirerait de gros contribuables. Mais le corollaire serait l'exclusion des catégories sociales moins favorisées, qui constituent une bonne partie du tissu social historique de la ville. Le Parti socialiste fait donc le choix de contribuer à maintenir des appartements à loyer modéré, et de faciliter leur construction en collaborant avec les nombreuses coopératives implantées à Vevey. La commune doit utiliser les possibilités existant au canton pour obtenir des prêts avantageux pour soutenir le logement, ce qui lui permettra de financer des projets coopératifs ou d'acheter des immeubles à mettre en droit de superficie.

Le suivi d'un domaine aussi technique que le logement nécessite une revalorisation de l'Office communal du Logement. La ville s'est vu octroyer des compétences de régulation de ce domaine par le canton – loyers contrôlés, revenus des bénéficiaires d'aides, budgets de rénovation – il est indispensable qu'elle puisse le faire de manière efficace. Le financement de ces contrôles doit incomber aux promoteurs et porteurs de projets qui bénéficient des services publics.

Les propriétaires privés doivent être encouragés à entretenir leur bien, en particulier afin d'en améliorer l'efficacité énergétique. Des fonds communaux, cantonaux et fédéraux existent à cet effet, que les socialistes entendent bien faire connaître aux bénéficiaires potentiels. Et, montrant elle-même l'exemple, la ville doit entretenir d'urgence certains de ses immeubles locatifs, dont l'état s'est dégradé depuis des décennies.

Bien qu'entièrement construite, Vevey va encore connaître des évolutions importantes ces prochaines années. Dans cet ordre d'idée, la parcelle de la Providence, qui va être libérée par la construction de l'hôpital à Rennaz, doit être vouée à une affectation d'utilité publique, de type Logement protégé. C'est dans ce sens que les socialistes s'engageront dès le début des réflexions sur cette parcelle.

Enfin, n'oublions pas que le logement et l'urbanisme déterminent un certain art de vivre ensemble. Les projets de logements doivent donc avoir une composante sociale, afin de contribuer à l'intégration des habitants et des quartiers. Les socialistes privilégient les habitats ouverts et conviviaux et combattront d'éventuels quartiers protégés et clos comme ils sont apparus dans les environs.

Service de qualité

Bien que des progrès aient été réalisés ces dernières années, en particulier avec la création du Bureau d'information à l'entrée de l'Hôtel-de-Ville, les services de l'administration communale demeurent d'accès difficile pour certaines personnes. La nouvelle répartition qui doit intervenir avec le déplacement des services sociaux dans le bâtiment ex-EPA doit contribuer à une meilleure compréhension par les administrés des lieux et des tâches des services communaux. Les socialistes considèrent qu'il est possible de créer des pôles administratifs cohérents, parfois en opérant des regroupements ou des découpages efficaces.

Outre l'accès physique aux locaux de l'administration, ces prochaines années verront le développement du contact virtuel entre l'administré et les bureaux communaux. Les socialistes pensent que la cyberadministration facilite souvent la vie des habitants, notamment en automatisant des démarches routinières, en offrant une vaste palette d'informations ou en permettant un accès à toute heure sans charger le personnel communal. Il est entendu cependant que la commune doit conserver un visage humain et que l'administré doit toujours pouvoir rencontrer un véritable interlocuteur lors de procédures plus complexes ou plus sensibles.

Afin d'améliorer l'accessibilité aux services publics, la ville développe son réseau de fibre optique à usage interne. Mais les socialistes sont également favorables à tout projet de partenariat public-privé équitable qui permettrait d'offrir à tout habitant de la ville un accès en fibre optique. Les négociations devront porter sur le prix et la qualité des services privés qui seront offerts à la population, tels que la télévision à la demande, le téléphone par internet, la gestion d'immeuble à distance, et d'autres encore à inventer. Mais la ville doit pouvoir également utiliser ce réseau pour transmettre sa propre information aux habitants. Cela peut être le moyen de recréer une véritable chaîne de télévision locale et régionale, extension de l'actuelle Citoyenne TV.

En matière de commerce, la qualité de vie tient à la disponibilité de services de proximité. Les socialistes sont donc favorables au maintien d'un tissu commercial varié et proche du consommateur, ainsi qu'à des



centres commerciaux de qualité demeurant au centre ville. Le problème de l'accessibilité en voiture privée pourrait être résolu par la mise en place par les commerçants d'un système de transport des achats depuis les commerces jusqu'au lieu de parcage des véhicules, comme cela existe à Lausanne.

Prestations sociales

Vevey a une situation atypique dans le canton en matière de prestations sociales. Son tissu social très diversifié explique l'existence d'une forte proportion de personnes à revenus modestes, pour lesquelles un filet social performant a été développé au fil des décennies. Par contre, l'arrivée récente de nouveaux habitants disposant de gros revenus ainsi que l'impact fiscal de Nestlé pourrait laisser croire que les situations pénibles sont en diminution. Le Parti socialiste est persuadé que Vevey a besoin, pour sa qualité de vie, de conserver toute sa diversité de population. Cela nécessite la poursuite d'une politique volontariste d'aide aux plus démunis.

Le problème du logement est un des objectifs sociaux importants d'un programme socialiste. Augmenter le nombre d'appartements pour tenter de maîtriser la pression démographique et maintenir la mixité de la ville est d'abord la responsabilité des promoteurs et des coopératives, partenaires de la commune. Mais la situation de pénurie actuelle impose à la commune d'intervenir directement en faveur des familles qui n'arrivent plus à se loger aux conditions du marché. Cela fait bientôt dix ans qu'une motion socialiste, acceptée par le Conseil communal, a demandé à la Municipalité de consacrer chaque année 800'000 francs au logement subventionné, et l'on arrive péniblement aujourd'hui à la moitié de cette somme.

Les efforts entrepris doivent être poursuivis selon deux axes, qui permettront d'atteindre les 800'000 francs visés par la motion. D'une part, la Municipalité doit se fixer un objectif de 5% d'appartements subventionnés dans le parc de logement communal. Ce n'est que 1% de plus qu'aujourd'hui, mais il faut également remplacer ceux qui sortent du subventionnement après 15 ans et retournent au marché libre.

L'autre axe est l'Aide individuelle au logement (AIL), mise en place il y a deux ans sur le modèle imposé par le canton, et dont Vevey a relevé les lacunes. Avec le récent changement du règlement cantonal, la Municipalité doit améliorer l'information afin que tous les bénéficiaires potentiels de cette aide puissent en avoir connaissance.

Les familles sont soumises à forte pression par l'assèchement du marché immobilier, mais également par les exigences du monde professionnel. Le travail des deux parents devient la règle, et c'est aux autorités politiques de fournir le cadre social permettant un bon fonctionnement de ce modèle. Cela concerne l'accueil des enfants avant et à côté de l'école.

Les progrès rapides obtenus ces dernières années en ce qui concerne les places destinées à la petite enfance sont à saluer. Mais l'effort ne doit pas être relâché, et le Parti socialiste estime que le nombre de places doit être encore augmenté de 50% durant la prochaine législature pour répondre aux besoins flagrants de la population veveysanne ainsi que du réseau dont Vevey fait partie.

A côté de cela, la nouvelle organisation scolaire prévoit que les communes sont responsables de l'accueil des écoliers en dehors des horaires scolaires. L'effort devra être porté également dans ce domaine, en particulier pour les enfants de 10 à 12 ans, pour qui aucune solution d'accueil n'existe aujourd'hui.

Le problème d'emploi qui charge le plus le budget des communes n'est pas le chômage, financé selon une loi fédérale, mais les travailleurs pauvres («working poors»). Ces personnes, qui travaillent et le plus souvent à plein temps, touchent des salaires insuffisants pour faire vivre une famille. Le tissu social mis en place à l'échelon communal leur vient en aide, mais cela revient à subventionner les employeurs indélicats. Les socialistes entendent faire jouer à la commune un rôle d'exemple en offrant à tous ses employés un salaire décent (au minimum 13x 3'800.-) et des conditions sociales d'avant-garde.

L'employeur communal doit également être exemplaire en matière d'égalité des chances entre hommes et femmes, en introduisant plusieurs mesures visant à réduire les disparités: à compétence égales, privilégier l'engagement de femmes pour les postes de cadres là où les hommes sont majoritaires; favoriser le partage des postes («job-sharing») en intégrant dans les offres d'emplois la possibilité de se présenter à deux pour occuper un poste, et surtout sensibiliser les cadres à cette ouverture; introduire un congé parental dans le statut du personnel.



L'insertion dans le monde du travail est un domaine de compétence du canton, mais il reprend souvent des initiatives communales pour étoffer le catalogue des mesures cantonales. Il l'a fait avec le projet STOMP, développé par la Municipalité de Vevey pour offrir des places de stages à des jeunes désocialisés. Il est nécessaire que cette mesure soit élargie à d'autres types de chômeurs, notamment les plus âgés, qui souffrent d'un chômage de longue durée.

Ces stages devraient être jumelés avec des possibilités de formation financés par la commune, comme pour les employés de la ville. Cela doit permettre d'engager de manière ferme ces stagiaires âgés de plus de 50 ans une fois leur mise à niveau réalisée.

En matière de formation continue, le Parti socialiste est favorable à la création d'un chèque-formation offert annuellement à tout Veveysan qui en ferait la demande, l'incitant à poursuivre sa formation tout au long de sa vie.

Intégration, sport, culture et éducation

La composition de la population veveysanne est bien connue, et sa composante étrangère à 43% est un fait que les socialistes considèrent comme un atout culturel et social. Cela implique une politique active d'intégration et de participation des communautés étrangères, tant sur le plan civique que culturel et économique. La cohabitation harmonieuse entre culture patrimoniale et création dans tous les domaines, c'est ce qui constitue la carte de visite de la ville, qu'il s'agit de cultiver en apportant surtout des lieux de création et des services logistiques.

La population veveysanne est d'origines multiples mais elle a su, depuis le moyen âge, intégrer les vagues successives d'arrivants. Pour cela, il est nécessaire de ne pas laisser des gens à l'écart du fonctionnement de notre société, que ce soit des personnes isolées ou des groupes importants. La première intégration passe par la langue, et le Parti socialiste soutient toutes les démarches de la Municipalité visant à assurer à chaque arrivant la possibilité de suivre des cours de français et de citoyenneté gratuits.

La vie de tous les jours est également un moyen évident d'intégrer les étrangers dès leur arrivée. Apprendre les règles simples de bon voisinage grâce à des personnes sensibilisées à ce problème (concierges, assistants sociaux, policiers) est la manière la plus simple et rapide. Mais la ville doit poursuivre son soutien à des manifestations populaires qui jouent également ce rôle, comme la Fête multiculturelle ou la Fête des voisins, ainsi que toutes les rencontres qui permettent aux gens de mieux se connaître à l'échelle du quartier.

Le quartier est d'ailleurs l'unité idéale pour garantir l'intégration, pas seulement grâce aux manifestations ou aux relations personnelles qui se nouent, mais par l'urbanisme de la ville. Les socialistes mettent l'accent sur la qualité architecturale des futurs quartiers à développer (ateliers mécaniques, gare marchandise, Bosquets) et sur le soin à apporter à l'habitat. Il faut garantir une mixité optimale entre toutes les classes d'âge, un mélange harmonieux entre familles et personnes seules, nationalités diverses, habitat et travail. La Municipalité dispose de moyens d'intervention au moment de l'octroi des permis de construire.

Enfin, les étrangers installés dans le canton disposent depuis 2003 du droit de vote et d'éligibilité au niveau communal. Ils ont bien compris le mécanisme et on bien participé en particulier aux élections de 2006. Il faut que les communautés étrangères poursuivent leur intégration en incitant leurs membres à utiliser pleinement leurs droits civiques, améliorant encore la représentativité de toute la population sur tous les problèmes de la gestion communale.

Le sport est une activité positive sous de nombreux aspects. C'est un facteur d'intégration et, parfois, de promotion sociale. Sa pratique nécessite bien évidemment des équipements adaptés, que la ville s'efforce d'entretenir et de développer. C'est dans cet esprit que nous soutiendrons l'incorporation d'une salle omnisports dans le projet du futur collège à construire durant la prochaine législature.

La gestion du sport est cependant un thème auquel les socialistes entendent fixer un cadre. Il est en effet nécessaire que l'encadrement d'une activité appelée à jouer un rôle important dans l'éducation des enfants et des adolescents soit de qualité. Pour cela, les sociétés sportives doivent disposer de moniteurs



et d'entraîneurs formés par les instances sportives, et le Service des sports doit continuer à en faire l'inventaire à l'occasion des remises des mérites annuels.

Afin d'assurer des moyens financiers équilibrés selon les objectifs des jeunes sportifs, il est nécessaire de maintenir le fonds régional de soutien aux jeunes sportifs. L'objectif devrait être d'y intégrer également une composante de soutien aux sportifs Elite, comme cela avait été initialement prévu. Toutefois, cela devrait être conjugué avec la création d'une charte d'éducation au respect que devraient signer les entraîneurs et les dirigeants sportifs, qui conditionnerait le soutien aux clubs. Il n'est en effet pas acceptable que la pratique sportive soit le lieu de débordements inacceptables et de violences interpersonnelles alors qu'elle est censée améliorer le respect entre les gens.

La ville a mis en place depuis longtemps, à ses frais, un réseau destiné à compléter la structure scolaire et à venir en appui aux parents dans leurs tâches d'éducation. Les résultats sont probants et l'on peut se rendre compte, en particulier dans certains pays qui nous entourent, des conséquences que peut avoir l'abandon de ces tâches d'encadrement social par les autorités. Il faut donc maintenir les médiateurs scolaires, les animateurs de rue, le service de contact parents-école et les différentes actions de prévention de la délinquance dans les écoles.

De nouveaux problèmes sont cependant apparus récemment, dont le Parti socialiste estime qu'ils demandent eux aussi une action destinée à faciliter la tâche des parents. Le premier constat est que l'autorité ne peut plus se contenter d'incriminer les parents lorsque leurs enfants commettent des actes répréhensibles. Ces parents débordés par leur progéniture sont eux-mêmes victimes d'une violence parfois invisible de l'extérieur. Comme cela se fait pour les problèmes scolaires, il est nécessaire de mettre en place une structure venant en aide aux parents débordés afin de les conseiller, si cela s'avère nécessaire, en matière d'éducation des enfants.

Cette aide est tout particulièrement nécessaire dans le domaine des nouveaux médias, dont les parents ne sont souvent pas conscients de l'impact. Une formation simple à internet, aux différents usages du téléphone portable, aux secrets des réseaux sociaux, voilà le prochain défi que se doit de relever une Municipalité à l'écoute de la modernité.

La ville mène une politique ponctuelle d'acquisition d'œuvres, s'en remettant le plus souvent au hasard pour ses achats. Dans d'autres communes, la pratique veut qu'un certain pourcentage du coût de tout projet immobilier soit affecté à l'installation, sur les lieux, d'une œuvre d'art. Sans vouloir le systématiser de cette manière, le Parti socialiste préconise une démarche similaire avec la création d'un fonds d'achat d'œuvres, qui serait alimenté annuellement à raison de 1% des investissements immobiliers de la commune. Le règlement du fonds pourrait comporter une disposition faisant que les promoteurs privés puissent y contribuer également.

Les institutions culturelles dont Vevey peut être fier (musées, théâtres, scènes diverses, galeries) sont des atouts certains pour notre ville, pour son développement économique également. Leur soutien doit être assuré dans le budget communal, tout comme la gestion de la culture en général. Le délégué à la culture est encore aujourd'hui sous-doté en personnel compte tenu de l'augmentation des activités dans ce domaine et de l'impact grandissant de la réputation de la ville en matière culturelle. Dans le cadre de cette réflexion, le Festival Images et sa Fondation doivent être mieux utilisés comme des outils essentiels dans la stratégie de la ville voulue dans les années 90 au moment du choix du logo Vevey Ville d'Images. Les lignes directrices de la Culture adoptées par la Municipalité en 2004 dépassaient la simple préservation des œuvres et l'aide à la création. Elles prévoyaient de promouvoir à l'extérieur les œuvres créées à Vevey ou par des artistes veveysans tous arts confondus. Cette démarche n'est menée que de manière très ponctuelle en fonction de moyens très limités, alors que la culture veveysanne est visiblement très demandée, comme on a pu le constater à Paléo cette année, ou dans le domaine de la danse et du théâtre. L'activité de nos musées se tourne également de plus en plus vers les actions dans d'autres villes, ce qui accroît le rayonnement de Vevey.

La modification du tissu urbain, avec la disparition des friches industrielles, risque de faire disparaître des lieux de culture nés spontanément il y a une vingtaine d'années. La Municipalité se doit de maintenir la présence d'entités culturelles dans les nouveaux quartiers lorsque c'est possible (aux Bosquets) et de trouver des solutions de rechange en réaffectant d'autres espaces disponibles pour la culture.



Société, commerce et économie

La Suisse romande a bénéficié, ces dernières années, d'une bonne santé économique dont nous n'avons pas à avoir honte, puisqu'elle a été obtenue par le travail de tous les habitants. Vevey, comme tout le bassin lémanique, a elle aussi connu une progression rapide de sa population et de ses activités économiques. Les socialistes sont prêts à améliorer les conditions-cadres propres à favoriser une poursuite de cette progression, en ménageant les intérêts respectifs des chefs d'entreprises et de leurs employés, des commerces et des habitants de la ville. Il est nécessaire de conserver une vision large des problèmes éventuels, afin de ne pas avantager certaines catégories au détriment d'autres.

Vevey peut se féliciter d'avoir conservé tout son tissu commercial au cœur de la ville et de ses quartiers. Cette présence permet aux habitants de se rendre sans difficulté dans les magasins de proximité propres à répondre à leurs besoins, sans avoir besoin de se rendre dans des centres commerciaux hors les villes. Cela doit également s'accompagner d'une proximité entre les producteurs et les consommateurs, et les socialistes soutiennent les actions visant à établir des liens entre les deux, comme Agri'hotte, le marché, les actions populaires sous la Grenette, la sensibilisation dans les écoles.

Il est nécessaire en particulier de tout faire pour que le marché du mardi et du samedi reste un rendez-vous de producteurs et pas seulement de grossistes. Le moyen est de créer rapidement un «label producteur», offrant aux agriculteurs et maraîchers des environs des avantages aussi bien au marché que lors d'événements soutenus par la ville. Une démarche doit être menée dans le même esprit pour les produits de provenance lointaine, dans la ligne du commerce équitable et du développement durable.

Pour la zone de la Vieille Ville, les socialistes sont favorables à la création d'un système incitatif permettant de conserver une diversité de qualité des commerces, ce qui renforcerait l'attractivité de ce quartier. Il est considéré à juste titre à la fois comme un véritable centre commercial à ciel ouvert et comme une carte de visite attractive pour les touristes désireux de faire du «shopping» original.

La qualité du commerce veveysan est une donnée reconnue mais fragile. Le Parti socialiste fait confiance aux structures professionnelles pour conserver en permanence une vision globale de l'activité commerciale, et préconise la création d'une structure de concertation permanente entre une association faitière et les autorités communales. Cette coordination devrait disposer d'outils fiables, sous la forme par exemple d'un observatoire du commerce ou d'un gestionnaire de cité, capables de l'aider dans ses prises de décision éventuelles.

Les régions, et donc les communes, disposent aujourd'hui d'un outil légal intéressant avec la Loi cantonale sur l'aide au développement économique (LADE). Il est dorénavant possible, pour une collectivité publique ou pour une entreprise, d'obtenir un soutien pour un projet susceptible d'aider à la création d'emplois et au développement économique.

Le Parti socialiste considère qu'il faut profiter de cet arsenal législatif pour certains projets de la commune. Cela pourrait prendre la forme d'une construction ambitieuse à l'entrée ouest de la ville, près de Bergère, qui offrirait un grand centre d'affaire et hôtelier à proximité de Nestlé.

Les entreprises industrielles étant difficilement imaginables au sein d'un tissu serré d'habitat, il est nécessaire d'utiliser comme dégagement la zone du stand de tir, où devrait être développé un petit centre industriel et artisanal en même temps que le chauffage à distance de Gilamont.

Et la commune joue également un rôle comme clients des entreprises, par ses investissements et ses achats de biens. Les socialistes font confiance à la Municipalité pour mener simultanément une politique budgétaire rigoureuse et une stratégie d'investissements vigoureuse dans des projets utiles pour tous les habitants.

La qualité de notre vie en société est souvent gravement entamée par le comportement inadéquat d'un tout petit nombre de perturbateurs, délinquants ou simplement mal éduqués. La solution doit être trouvée à l'échelle du problème, sans vouloir forcément généraliser à toute la ville une procédure utile dans un lieu particulier. Vandalisme, incivilités, manque de respect sont des problèmes auxquels il faut répondre de manière différenciée selon les lieux et les auteurs.

Comme même notre police régionale n'a pas de compétences judiciaires permettant de mener des actions «coup de poing» comme à Lausanne, les autorités communales doivent se concentrer sur des politiques de prévention efficaces. Le Parti socialiste voit une solution avec la présence de policiers dans



le rôle de répondants de quartier. Vu la densité de notre population et le nombre de lieux à surveiller, il estime que le nombre de répondants de proximité couvrant Vevey devrait être augmenté, même si cela doit entraîner une augmentation de la contribution de Vevey à Sécurité Riviera. Les bonnes expériences vécues avec ce système préventif surtout et accessoirement répressif justifient une telle dépense.

Cette vision de la sécurité de proximité va dans le sens également d'une prévention par les relations personnelles dans les quartiers. La Municipalité doit répondre favorablement aux initiatives locales visant à favoriser une meilleure entente à l'échelle de la rue ou du pâté de maisons, car elles sont garantes d'un plus grand respect des règles de la vie en société.

En ce qui concerne l'organisation de la lutte contre le feu, le Parti socialiste est favorable à l'intégration globale de tous les pompiers dans la structure unique de Sécurité Riviera. Cette concentration peut seule garantir en permanence la disponibilité de gens formés et compétents, en particulier des pompiers professionnels.

Energie – Développement durable

Dans ce domaine, la feuille de route bien connue de l'Agenda 21 est l'outil principal d'aide à la décision pour le Parti socialiste veveysan. Quel que soit l'agent énergétique utilisé, toute consommation d'énergie est liée à des nuisances, tant pour l'homme que pour son environnement. La démarche prioritaire, dans toute politique de développement durable, doit donc être de commencer par limiter les besoins en énergie. La Municipalité a publié un Plan directeur des énergies ayant pour objectif la «société à 2000 watts», il est temps maintenant de procéder à des démarches exemplaires voire spectaculaires dans ce sens. Privilégier l'efficacité énergétique au coût le plus favorable est la manière d'agir, car il est toujours moins onéreux et moins dommageable pour l'environnement d'améliorer l'efficacité énergétique que de développer de nouvelles sources d'énergie, même renouvelables.

Plusieurs démarches ont été annoncées par la Municipalité, parfois en réponse à des interventions du Conseil, mais peinent à se concrétiser. Le Parti socialiste soutient résolument l'intégration dans les outils de l'aménagement du territoire (plan directeur, plans de quartier, plan régional, droits de superficie, permis de construire) de la problématique de l'énergie. La Municipalité a la possibilité de faire pression sur les promoteurs, par ce biais, afin d'obtenir une meilleure efficacité énergétique des bâtiments, le recours aux énergies renouvelables, l'installation de capteurs, le recours aux ressources du lieu.

Le projet de chauffage à distance à Gilamont doit être l'occasion de démontrer les avantages d'un tel système, ce qui convaincra les propriétaires à s'y rallier. Par la suite, le réseau existant au centre ville doit être converti à une autre source d'énergie que le mazout, comme la ville doit également l'envisager pour tous ses bâtiments actuellement encore chauffés avec cette énergie fossile.

Les socialistes sont conscients que les démarches énergétiques sont parfois plus chères que les procédés classiques. Ils proposent donc d'offrir aux promoteurs des compensations en échange de tels choix, y compris des bonus en dérogation aux plans de quartier.

Vevey a mis en place un fonds destiné à subventionner les transformations énergétiques des particuliers. Alimenté à la fois par une redevance sur la consommation électrique et par le budget communal, ce fonds est trop peu connu et utilisé. Le Parti socialiste entend que la Municipalité en fasse la promotion et que cet appui vienne s'ajouter, pour le promoteur ou le propriétaire privé, aux incitations cantonales et fédérales qui visent à compenser le surcoût de telles démarches. Si les besoins s'accroissent, il est toujours possible d'augmenter légalement le prélèvement sur la consommation électrique.

La ville dispose de deux délégués dans le domaine du développement durable, celui à l'Agenda 21 et celui à l'Energie. Même s'il n'y a pas eu jusqu'à maintenant de problème de coordination, il paraît cependant judicieux d'étudier un regroupement de ces deux responsables dans une structure mandatée pour agir de manière transversale dans toute l'administration communale. Elle pourrait également servir de guichet de conseil pour les habitants de la ville désireux d'orienter leur comportement ou leurs projets dans ce sens.



Région

Même si nous sommes appelés aux urnes pour constituer les autorités politiques de la seule commune de Vevey, il est évident que toute stratégie doit inclure, dans notre région, une dimension intercommunale, voire plus. Le Parti socialiste a toujours affirmé sa volonté de dépasser les frontières communales et les clivages folklorico-historiques souvent mis en avant pour refuser un approfondissement de la collaboration régionale. Sans dénier l'intérêt de conserver un esprit local pour chacune des entités politiques de la Riviera, il est nécessaire de s'en tenir à un certain pragmatisme pour régler des problèmes dépassant les territoires communaux. Les socialistes sont également désireux de voir s'ouvrir le plus vite possible, au niveau des instances politiques et parmi la population, le débat sur une fusion à dix communes.

De nombreux projets intercommunaux ont déjà été concrétisés depuis des décennies dans notre région, et souvent le citoyen en perd même le souvenir. Notre région n'est donc pas en retard quant au nombre de domaines gérés au niveau intercommunal, mais elle manque d'un instrument permettant de mieux coordonner ces efforts communs. Le Parti socialiste estime en particulier indispensable que la population soit mieux informées des décisions prises à l'échelon régional et qui la concerne, que ce soit en matière d'eau, d'énergie, de déchets, d'urbanisme ou d'institutions.

Le manque de moyens de communication spécifiques à notre région pose un grave problème dans cette réflexion, et il est nécessaire de recréer un média apte à parler aux habitants de la Riviera. Cette démarche est en particulier indispensable pour ouvrir le débat sur une éventuelle prochaine fusion des dix communes du district, afin d'informer clairement sur les enjeux réels d'une telle opération.

Parallèlement aux démarches en cours pour l'agglomération (projets transports et urbanisme) et pour la fusion, les socialistes estiment qu'il faut poursuivre des projets intercommunaux utiles à la collectivité. C'est notamment le cas du Centre régional de glace prévu à Puidoux, d'un centre d'athlétisme régional à développer à Chailly s/Montreux, voire d'un centre de production horticole à développer entre les trois villes de la Riviera. Viser de grands buts institutionnels ne doit pas entraîner l'immobilisme durant toute la procédure.

La majorité socialiste est fière de son bilan et peut se montrer ambitieuse avec un programme de législature 2011-2016 dans la même ligne.

Logement, Garderies, Culture, Sport, Loisirs, Urbanisme, Commerce et Economie sont les maîtres mots d'un développement harmonieux de la ville, dans le respect de l'Agenda 21. Les socialistes veveysans s'engagent résolument sur ces voies essentielles, avec un ouvert également sur la région.

Pour Vevey, ses habitants, ses voisins, ses visiteurs, ses chalands, ses amoureux...